

politiques que sociales. Le chef de l'opposition, M. Davidovitch, faisait campagne pour l'autonomie fédérale, et se donnait ce programme : « Nous voulons que le pays soit gardé par l'amour de ses citoyens. » Partout les intransigeants furent battus, les radicaux à Belgrade, les cléricaux à Lioubliana; en Croatie, M. Raditch perdit la moitié de ses partisans. Le premier ministre, M. Ouzounovitch, tenta de se rapprocher des « démocrates », c'est-à-dire des opposants serbes. A la Skoupchtina, il ne disposait que de 158 voix sur 315, était à la merci des cinq députés allemands. Le ministère du 2 février, agonie du pachitchisme, ne représentait plus la nation.

Dans le cabinet que fait naître le 16 mars la tension italienne, si la présidence appartient encore à un radical, le ministère des Affaires étrangères est attribué à un démocrate; le maire de Belgrade, un démocrate, reçoit le portefeuille des Forêts; un Bosniaque s'installe au Commerce; et il y a cinq ministres pris lors du Parlement, deux généraux, trois professeurs. Ainsi l'unité nationale se marque avec une netteté qu'elle n'avait point eue encore.

Et l'on appelle le peuple aux urnes pour sanctionner cette union.

Les élections du 11 septembre. — La lutte se cantonne sur le terrain de la Constitution et du régime.

Il y a peut-être crise de croissance ou d'adaptation des partis politiques. Il n'y a pas de crise nationale. Il y a sans doute un effort de concentration du parti radical. Il n'y a qu'un renforcement de l'unité iougoslave. L'entrée dans le gouvernement des catholiques slovènes et des musulmans bosniaques, qui ont accepté la